

Contre les colonies de peuplement (pour un Porto Rico juste, souverain et durable)

Anti - colonialisme

Par Sara Vázquez Meléndez



Les panneaux d'affichage abandonnés donnant sur la mer des Caraïbes sont peints à l'aérosol sous le slogan #yankeegohome, tout en conduisant vers l'ouest sur l'autoroute 2 à Porto Rico. Les histoires de déplacement sont devenues de plus en plus courantes depuis 2019. Des communautés entières, y compris des personnes âgées, doivent trouver de nouvelles maisons à mesure que les millionnaires de la Silicon

Valley, du reste des États-Unis et de l'Europe achètent des propriétés.

Ces gens très riches profitent d'un projet de loi qui a été approuvé par le parti conservateur et promulgué comme loi 60 par l'ancien gouverneur Ricky Rosselló, avant d'être démis de ses fonctions pour les manifestations les plus importantes de l'histoire de Porto Rico à l'été 2019. La loi exonère les entreprises et les particuliers étrangers de l'impôt fédéral sur les plus-values, y compris les plus-values d'origine américaine, à condition qu'ils aient une résidence de bonne foi à Porto Rico.

Adopter des lois pour priver les peuples autochtones de leurs droits et de leurs terres n'est pas nouveau. L'empire espagnol et d'autres Européens se sont impliqués dans cette pratique néfaste de la fin du XIXe siècle à Porto Rico. Ils ont imité la loi des États-Unis sur les établissements ruraux de 1862, qui a permis au gouvernement des États-Unis de dépouiller les Amérindiens de leurs terres. La période actuelle de l'histoire de Porto Rico n'est pas différente.

Face à cette nouvelle vague de colonialisme, certains groupes mènent des campagnes d'occupation non violente pour réclamer des bâtiments et des terres, participant à la collecte de fonds pour autonomiser les paysans, en utilisant des plateformes de médias sociaux et en coordonnant avec la diaspora portoricaine pour populariser leur lutte. L'enjeu est bien plus grand qu'à première vue :

moins de terres agricoles autochtones signifierait plus de dépendance alimentaire et de pratiques écologiquement non durables, avec des conséquences importantes à long terme pour les Portoricains.

De l'abolition de la loi 60 au développement institutionnel parallèle et au-delà.

Un groupe de base nommé #AbolishAct60 a utilisé des plateformes de médias sociaux pour éduquer le public sur la loi et ses implications pour les Portoricains. Cela a impliqué la création de groupes en réseaux avec des Portoricains de la diaspora aux États-Unis pour appeler leurs sénateurs et membres du Congrès, tout comme l'utilisation des mêmes d'Internet pour mettre en évidence les injustices que la loi 60 apporte à l'île. Mais l'organisation va bien au-delà de la sensibilisation.

Les organisateurs de base occupent des bâtiments de manière non violente dans des zones urbaines, comme Caguas et Rio Piedras, pour éviter que ces zones ne soient « gentrifiées ». Les espaces occupés sont utilisés pour se soutenir mutuellement (même comme épices pour le développement institutionnel parallèle) face à la négligence du gouvernement depuis l'ouragan Maria en 2017. Certains de ces espaces servaient à l'origine d'abris et de points de redistribution communautaire de vivres et de fournitures envoyés par la diaspora. La plupart d'entre eux, gérés par des femmes, sont désormais utilisés pour exécuter des programmes extrascolaires pour les enfants, à la suite d'une campagne massive de fermeture d'écoles. (L'ancienne secrétaire à l'Éducation Julia Keleher, qui a lancé la campagne, a fini par faire face à des charges fédérales en partie pour avoir donné la propriété scolaire à un promoteur pour 1 \$ en échange d'un appartement de luxe).

Les organisations de base collectent également des fonds pour permettre aux paysans sans terre d'acheter et de posséder des terres. Par exemple, le *Fideicomiso de Tierras Comunitarias pour l'agriculture durable* a mobilisé des fonds pour acheter des terres agricoles à des agriculteurs engagés dans des pratiques durables. Je fais moi-même partie d'un groupe qui lancera bientôt une autre campagne de collecte de fonds. Porto Rico importe 85 % de sa nourriture, ce qui fait de la souveraineté alimentaire et des pratiques agricoles durables, des besoins urgents. Au cours de la dernière décennie, il y a eu une résurgence de jeunes agriculteurs s'engageant dans des pratiques durables et construisant un mouvement vers la souveraineté alimentaire.

Une autre forme de résistance a consisté à confisquer des terres, où des personnes occupent de manière non violente des propriétés agricoles qui n'ont pas été utilisées depuis plus de 50 ans, dans

l'espoir qu'elles seront reconnues par les membres de la communauté et qu'elles produiront un changement dans la propriété, de privée à collective. Cette forme d'occupation est connue comme « occupation avec conscience ». Les occupants non violents se réunissent avec les membres de la communauté pour partager leur vision de l'utilisation de l'espace et ainsi impliquer directement la communauté dans leurs efforts. Sa stratégie est la transparence, la création de communautés durables par le soutien mutuel et la collaboration communautaire.

L'avenir de la lutte décoloniale à Porto Rico

En 2019, des responsables portoricains, dont Rosselló, ont déclaré qu'ils travaillaient pour un "Porto Rico sans Portoricains". Ces dernières années, les gens se sont rendus aux urnes pour encourager le changement, mais cela n'a pas suffi.

L'organisation de base et les actions perturbatrices en dehors du processus électoral contribuent à accroître la pression sur l'incompétence de l'administration actuelle. Les plaintes formulées vont au-delà de la crise du logement et de la propriété; elles incluent également les dégâts scolaires causés par le tremblement de terre de 2020, l'augmentation des péages, la privatisation de l'entreprise publique d'énergie, le non-respect des lois environnementales, l'ignorance du féminicide et bien plus encore.

Il y a un dénominateur commun entre toutes ces exigences, c'est la transparence. Ce moment historique à Porto Rico illustre la nécessité de créer une nouvelle voie pour l'avenir que nous voulons. Les luttes décoloniales exigent de repenser, réinventer et réécrire collectivement les récits que notre mouvement veut transcrire dans les livres d'histoire.

Il appartient aux Portoricains de construire l'avenir qui nous a été si longtemps refusé : un Porto Rico juste, souverain et durable et, en particulier, un avenir qui nous permette de préserver le savoir autochtone pour lutter contre les changements climatiques. Après plus de 500 ans de colonisation, nous avons défendu notre terre, nos ressources, notre langue et notre culture. Porto Rico a une longue histoire de luttes de résistance civile utilisées pour défendre ce que nous aimons le plus : notre lien avec notre terre, nos communautés, et nos façons de comprendre et de nous déplacer dans ce monde.

Nous continuerons d'avancer avec de nouvelles formes créatives de résistance.

Initialement publié dans Minds of the Movement.

Sara Vázquez Meléndez est anthropologue, agricultrice, militante et éducatrice à Ponce, Porto Rico. À travers son école de résistance civile et sa ferme d'agro-écologie, elle fournit un cadre pour la décolonisation, ainsi que des méthodes pour construire un avenir alternatif.